



## Déclaration liminaire FSU 24 CDEN du 12 Mars 2024

Monsieur le Préfet,  
Madame l'Inspectrice d'Académie,  
Monsieur le vice-président du CD,  
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

La FSU DORDOGNE dénonce encore une fois la politique nationale qui s'impose à l'échelle départementale. Nous nous devons de faire remonter la réalité du terrain et les impressions des collègues qui subissent ces réformes au quotidien. Nous nous faisons ainsi la voix des agents qui vivent d'année en année les dégradations de leur environnement de travail, qui subissent un déclassement salarial et social jamais vu, qui n'arrivent plus à concilier les injonctions de la hiérarchie et leur engagement au sein du service public

L'École est à un point de bascule ! Les politiques menées par Emmanuel Macron depuis 2017 l'ont poussée au bord du précipice. Difficultés à recruter, démissions, perte de sens du métier... on parle là de l'École publique comme on pourrait parler de l'hôpital public. Dans les deux cas, le privé est en embuscade pour récupérer la mise et achever les nobles et belles ambitions du service public. Nous nous interrogeons ici sur la part des investissements public au profit du privé qui fait concurrence à l'école publique et qui n'applique que partiellement les réformes !

Le décret publié le 22 février dernier par le ministère de l'économie, portant sur les réductions des dépenses publiques de 10 milliards d'euros, démontre une nouvelle fois le mépris de ce gouvernement pour la République sociale et son école. Aujourd'hui il présente la facture au peuple : toujours moins d'école, toujours moins de services publics, moins de santé, moins de politiques sociales. 582 millions d'euros sont ainsi retirés à l'école publique. Cette saignée confirme une fois de plus le renoncement de ce gouvernement à recruter des personnels en améliorant leurs conditions de travail, de rémunération, d'avancement, pour rendre les professions attractives et garantir la bonne réalisation des missions de service public auprès de tous les élèves.

L'individualisation des carrières et des rémunérations devient la norme, dans une logique concurrentielle qui n'a pas sa place dans la fonction publique. Alors que nous attendons un « choc des salaires » toujours promis et repoussé, le ministre de la fonction publique nous annonce à nouveau le spectre de la rémunération au mérite. L'ensemble des personnels de l'Education Nationale est méprisé. La rémunération au "mérite" ou sur des missions supplémentaires pénalisera encore davantage les femmes. La FSU revendique toujours la revalorisation des grilles indiciaires et du point d'indice, levier essentiel pour réduire les égalités salariales entre les femmes et les hommes. La FSU continuera de se battre pour défendre le statut, seul garant de l'égalité de traitement entre les agent-es et d'un service public de qualité.

Après les réformes Blanquer, celles du lycée professionnel et du collège vont dans le même sens : mettre en place des mécanismes de sélection, permettre le système de reproduction des élites et assigner chacun-e à son milieu social. Après l'annonce du « Choc des savoirs », c'est désormais la colère qui s'exprime. Colère de voir l'École du tri social se mettre en place en piétinant notre iden-

tité professionnelle. La nouvelle ministre de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, est ainsi chargée de publier les textes « Choc des savoirs » alors qu'ils sont unanimement rejetés. Prudente sur ce terrain miné, elle est revenue sur les groupes de niveaux, les faisant disparaître des textes. C'est un premier pas, mais qui reste à confirmer. De plus les assouplissements annoncés ne sont pas particulièrement réjouissants. La main serait davantage laissée aux établissements, ce qui cadre toujours avec le management néolibéral. Plus les choses sont renvoyées au local et plus le fonctionnement de chaque établissement se différencie de ses voisins, accentuant la concurrence. Enfin, les annonces ne changent pas le fond d'un projet d'École conservateur et passéiste néfaste pour l'École publique, les élèves et les personnels.

Sur la carte scolaire premier degré et les fermetures de classes : 650 postes sont supprimés cette rentrée. Pourquoi ne pas profiter de la baisse démographique pour abaisser les effectifs partout, renforcer les viviers de remplaçants, d'enseignants spécialisés, de RASED, d'AESH... ? Les enseignant·es et les élèves doivent faire face à des situations ingérables, parfois dangereuses. Beaucoup d'élèves ont des notifications pour être en ESMS ou en ULIS et ne peuvent y être faute de places. Le manque d'enseignants spécialisés (RASED) augmente les difficultés des enseignants et des AESH qui sont confrontés à des élèves à besoins éducatifs particuliers. Mais au contraire, le gouvernement poursuit coûte que coûte sa feuille de route en accordant les moyens en fonction d'une logique purement comptable et non en fonction des besoins.

Pour la Dordogne, avec une dotation négative de 9 postes, nous nous orientons avant ce CDEN vers la fermeture de plus de 25 classes. Le milieu rural va douloureusement contribuer à l'équilibre de cette carte scolaire alors que certains RPI sont déjà fragilisés.

Là où il faudrait de la stabilité et une vision d'ensemble, les suppressions de postes vont créer bien inutilement des tensions sans apporter de solution aux vrais problèmes. Un état critique a été atteint. Une réponse d'urgence est nécessaire : cesser les suppressions de postes dans l'éducation nationale et les mesures totalement hors-sol qui ne font que dégrader les conditions d'apprentissage et les conditions de travail. Pour les salaires et les conditions de travail et contre la rémunération au « mérite », la FSU avec l'intersyndicale Fonction publique appelle résolument à la grève le mardi 19 mars et construit les conditions pour une convergence des luttes.